

Donner du sens à l'École



Donner du sens à l'École

Collection **Pratiques et enjeux pédagogiques**

dirigée par Michel Develay

© 1996 ESF éditeur

SAS Cognitia 20, rue d'Athènes 75009 Paris

7e édition 2012

www.esf-scienceshumaines.fr

ISBN 978-2-7101-2863-2 ISSN 1275-0212

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple ou d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou ses ayants droit, ou ayants cause, est illicite » (art. L. 122-4). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Michel Develay

Donner du sens à l'École



Michel Develay, après avoir enseigné dans le premier degré, a été formateur en École normale et professeur en sciences de l'éducation à l'Université Lumière Lyon 2 où il a dirigé le Centre de recherches en sciences de l'éducation. Ses travaux qui ont donné lieu à plusieurs ouvrages sont centrés sur les apprentissages scolaires et la formation des enseignants.

* * *

Ouvrages de Michel Develay

De l'apprentissage à l'enseignement, Paris, ESF éditeur, collection « Pédagogies », 6º édition, 2004.

La didactique des sciences, en collaboration avec J.-P. Astolfi, Paris, PUF, Que sais-je?, 4º édition, 1989.

Émile, reviens vite... ils sont devenus fous, en collaboration avec P. Meirieu, Paris, ESF éditeur, collection « Pédagogies », 4° édition, 1997.

Peut-on former les enseignants? Paris, ESF éditeur, collection « Pédagogies », 3° édition, 1996.

Propos sur les sciences de l'éducation, Paris, ESF éditeur, collection « Pratiques et enjeux pédagogiques », 2º édition, 2004.

Pour une anthropologie des savoirs scolaires. De la désappartenance à la réappartenance, en collaboration avec Jacques Lévine, Paris, ESF éditeur, collection « Pratiques et enjeux pédagogiques », 2004.

Savoirs scolaires et didactiques des disciplines (sous la direction de M. Develay), Paris, ESF éditeur, collection « Pédagogies », 1995.

Les transferts de connaissances en formation initiale et continue (en collaboration avec Philippe Meirieu), CNDP, Paris, 1996.

Table des matières

1. Une École en crise, dans une société en crise	7
Les aspects de la crise	
Le concept de crise	
Pour sortir de la crise	
Les défis à relever	
2. Le rapport au savoir	39
La notion de rapport au savoir	
Trois approches possibles	
Rapport au savoir et psychologie	
Rapport au savoir et sociologie	
Rapport au savoir et épistémologie	
Rapport au savoir, rapport au Savoir, rapports aux savoirs.	
3. Le rapport à la loi	67
La violence à l'école, la violence de l'école	
La règle et la loi	
Éduquer, c'est construire de la loi	
4. Donner du sens à l'École	88
Du sens au quotidien au sens à l'École	90
De la difficulté à cerner la question du sens	
Du sens dans les apprentissages scolaires: un modèle général	
Des entrées possibles	
Conclusion	117
Ribliographie	121

1

Une École en crise, dans une société en crise

L'École est en crise. Des preuves ? On les trouve d'abord dans les manifestations d'étudiants et d'élèves, tous les trois à quatre ans, au cours des dix dernières années. On les découvre ensuite dans la presse syndicale à propos du collège ou du lycée, dans les déclarations d'enseignants recueillies par les sociologues de l'éducation, dans les propos des associations de parents d'élèves à l'occasion de leurs congrès. Tous ces discours témoignent de la relation ambivalente que les jeunes vivent avec l'école, du désarroi de certains professeurs à accueillir de nouveaux élèves, des critiques des parents à l'égard d'une institution qualifiée de « ringarde » quand ce n'est pas de dépassée. Des universitaires, enfin, évoquent fréquemment la nécessaire rénovation de leur institution.

À tous les niveaux l'École oscille entre la révolte et la résignation, et cette crise se révèle au niveau des attentes et des évaluations que font les élèves, les parents et les enseignants.

La société, de son côté, se débat dans des soubresauts que l'année 1995 a mis au jour de manière flagrante. En décembre, les fonctionnaires paralysent l'économie du pays, mais l'opinion semble comprendre le mouvement et le dit, sondage après sondage, tout au long de trois semaines de perturbations. Des revendications concernant les conditions de travail et les salaires sont énoncées, mais ce qui paraît davantage en jeu, c'est la revendication des agents de l'État d'être compris dans leurs identités, identités qui s'ancrent dans des histoires que les gestionnaires voudraient renier et qui ne s'expriment jamais autant que dans une société en mutation.

Le mot est lâché, qui est aujourd'hui un étendard pour de nombreuses professions. Les infirmières, les paysans, les fonctionnaires sont à la recherche de leur identité. Les enseignants l'expriment à propos de la massification de l'enseignement, de l'actualité et de la lour-deur des programmes, doutant même de l'intérêt d'une scolarisation qui, à cause de la récession, conduit à des diplômes ne débouchant plus forcément sur des emplois.

L'École apparaît comme une institution en crise dans une société en crise. Lorsque la société s'enrhume, l'École tousse. L'inverse aussi est vrai: quand l'École a de la fièvre, la société se sent fébrile, les événements de 1968 sont encore dans les mémoires. La situation est somme toute logique si on considère le rôle d'interface de l'École entre les générations en place et celles qui ont à trouver leur place. L'École n'est-elle pas le lieu où une génération transmet son héritage à la génération suivante!

Un lien filial unit la société et l'École, de sorte que tout ce qui affecte l'une rejaillit sur l'autre. Il est certes possible de parler de crise de l'École à cause d'une crise de la société, mais la relation n'existe pas seulement dans le sens société, école. Ce n'est pas seulement parce que la société est enrhumée que l'École tousse. C'est parce que l'École et la société ont de plus en plus de difficultés à échanger que l'une et l'autre souffrent en même temps. La crise entre l'École et la société n'est plus uniquement due à un phénomène de contagion, donc de proximité. Elle est due à un phénomène de divorce, donc de distance. La société a froid, elle s'enrhume. L'École a trop chaud, elle ne va pas mieux, elle est catarrheuse. L'École est malade de sa société. La société est malade de son école. Aujourd'hui l'École et la société sont en crise parce que les réalités et les valeurs sur lesquelles fonctionnent ces deux institutions s'opposent.

Le mot crise que nous employons peut sembler trop fort. Alors, pourquoi l'employons-nous?

Les aspects de la crise

Les divergences, causes de divorces entre le système scolaire et la collectivité nationale, peuvent être recensées à trois niveaux, sans prééminence de l'un par rapport aux autres.

D'abord une crise des valeurs distend l'École et la société. Ensuite des enjeux budgétaires tendent les rapports entre l'École et la société. Enfin des finalités de l'École et de la société, différentes, s'expriment relativement à l'emploi et à la place de l'entreprise dans les cursus scolaires.

• La crise des valeurs socioculturelles

Sans viser à être exhaustif, reconnaissons quelques divergences fortes qui creusent le fossé entre le monde scolaire et le monde social, que ce dernier soit familial, associatif, ou monde de la rue.

Le temps scolaire gratifie le long terme, la durée, l'attente, la patience. Les élèves s'entendent parfois dire: « Attends. Quand tu seras grand, tu comprendras. Pour l'instant, contente-toi de ce que je te dis. »

Dans une classe la maîtresse avait semé des haricots d'Espagne et obtenu des fleurs et même des gousses de haricot. Elle souhaitait faire dire aux élèves qu'une graine de haricot plantée dans de bonnes conditions donnait naissance à un plant de haricot, que ce dernier produisait des fleurs qui, fécondées, donnaient naissance à d'autres graines. Le cycle graine, plante, fleur, fruit avec des graines serait tracé sur le cahier de sciences. « Mais la première graine, maîtresse, d'où elle est venue? » demanda une fillette. « Patiente, lui répondit la maîtresse, tu le verras plus tard. »

La fillette devrait attendre le lycée et la classe de terminale pour entendre parler d'évolution. La réponse succéderait à la question dans sept ans.

N'en va-t-il pas fréquemment ainsi? L'École répond à des questions que les élèves ne se posent pas et elle ne répond pas aux questions qu'ils évoquent.

Si l'École conduit l'élève à penser dans le long terme, dans la durée, dans la patience, notre société du zapping valorise l'instant, l'immédiateté, le tout de suite.

Le temps scolaire est celui de la durée. Le temps social, aujourd'hui véhiculé par les techniques modernes d'information et de communication est davantage le temps de l'instant. La continuité et la durée contre le morcellement et l'immédiat. L'espace scolaire est généralement (sauf sans doute à l'école maternelle) un espace banalisé, dans lequel les territoires de l'élève sont impersonnels, réduits et sobres. Les murs dépouillés font ressembler certains couloirs d'établissement à des corridors d'hôpitaux non encore attentifs à une volonté d'humanisation. Certaines classes sont aussi nues que les espaces stériles des salles d'opération. À l'inverse, l'espace public de la rue, du supermarché, comme fréquemment l'espace privé de la chambre des enfants sont personnalisés, avec des photographies, des posters, des signes divers de reconnaissance qui traduisent des caractères, des originalités. Un peu trop parfois, certes.

L'espace scolaire est anonyme, impersonnel, banal et froid. On y est de surcroît en permanence sous le regard de toute la classe. L'espace social cherche à se personnaliser, à créer des atmosphères, à vaincre l'uniformité. On y recherche l'isolement.

Les nouveautés technologiques inondent notre quotidien. Il suffit d'évoquer la présence du Minitel, de l'ordinateur, du téléphone portatif, des CD Rom, de parler des « autoroutes de la communication », pour observer qu'en contrepartie l'École n'offre généralement au mieux que la présence du rétroprojecteur comme symbole des nouvelles technologies. Si l'École ne se rend pas attentive à ces nouveaux moyens d'accès aux informations, aux échanges interpersonnels, si l'École donc ne se convainc pas que la culture scientifique n'est pas à réserver aux spécialistes et qu'elle est un enjeu démocratique, alors la technique enchaînera toujours plus l'homme quand elle souhaite le libérer.

Hier il était possible de changer les vis platinés et de régler l'allumage de sa voiture, de tenter de réparer sa machine à laver, bref d'entretenir avec le monde des objets qui nous environnent un rapport de relative proximité. Aujourd'hui, ces opérations sont impossibles car les circuits imprimés se changent et ne se réparent pas. Les boîtes noires que sont les objets techniques sont devenues des boîtes hermétiques.

Dans le même temps, à l'École, technique et technologie sont peu présentes. Le rétroprojecteur et le téléviseur constituent des matériaux encore peu employés, l'ordinateur est rare.

L'enseignement scientifique dispensé n'est qu'un ersatz d'une culture scientifique et technique qui conduirait à envisager les consé-

quences des techniques à travers des notions comme celles de bilan environnemental, ou d'éco-bilans, rendant attentifs à valoriser des produits économiques (peu consommateurs d'eau, d'air, d'espace, d'énergie et autres ressources non renouvelables), réutilisables, durables, non polluants et non agressifs.

La technique est censée émanciper l'homme au quotidien; en réalité elle l'asservit davantage et l'École s'en préoccupe peu.

La technique envahit la société alors que l'École s'en tient à l'écart, par méfiance et par ignorance souvent, par manque de moyens aussi.

Les questions dont débattent toutes les sociétés au niveau mondial relèvent entre autres de la santé, de la procréation, des intégrismes religieux ou politiques, de l'écologie et de l'économie. Ces problèmes posés à l'homme sont transdisciplinaires, alors que l'École fonctionne largement à partir de découpages disciplinaires. Ces questions sont de surcroît urgentes, clés pour l'avenir, alors que l'École ne les aborde que de manière latérale ou ne les considère même pas. L'École est encore largement un espace clos aux bruissements de la société. De plus en plus, les élèves peuvent se demander si l'École sert à comprendre le monde afin d'avoir pouvoir sur lui, ou si elle ne sert qu'à passer dans la classe suivante.

Est-il besoin de poursuivre pour faire apparaître l'élargissement du fossé entre l'École et la société en termes socioculturels? Si oui, il faudrait encore s'étonner des raisons pour lesquelles, alors que dans notre société l'économie et le droit constituent des domaines de connaissance très importants, ces deux disciplines sont si peu présentes dans les programmes? Il faudrait se demander pourquoi, alors que chacun appelle de ses vœux une école de la solidarité et de la responsabilité, ces mots sont rarement à l'honneur dans les projets d'établissement.

Les valeurs de l'École et les valeurs de la société devraient se rejoindre pour se confondre dans l'apprentissage de l'humanité. L'humanité non pas tant conçue comme la somme des hommes, mais comme ce qui fait de l'homme un humain grâce à la communication, l'égalité et la solidarité (O. Reboul, 1992).

• La crise des ressources

L'École a un coût et les enseignants réclament toujours davantage de moyens, pour diminuer les effectifs surtout. Or, aucune enquête ne parvient à montrer une corrélation entre la réussite scolaire et les effectifs des classes. Diverses recherches au niveau mondial, recensées par André de Peretti (1993), attestent que diminuer les effectifs scolaires ne s'accompagne pas d'une diminution significative des redoublements. Jusqu'à un effectif de 35 élèves il n'existe pas de baisse de performances des élèves et une organisation de l'École – susceptible de faire exister des temps de travail en classes entières, voire même des regroupements de classes parallèles au lycée, pour entendre un exposé magistral, et complémentairement des petits groupes de quelques élèves pour un accompagnement plus individualisé – influe davantage sur la réussite que les effectifs. Certes, enseigner à 35 élèves est plus fatigant pour un enseignant qu'enseigner à 15; enseigner les langues vivantes à 35 ne permet pas dans un enseignement frontal, d'accorder beaucoup de temps d'expression aux élèves. Mais en enseignant les langues vivantes à 35 élèves avec des méthodes plus individualisées, davantage d'élèves peuvent intervenir. Bref, les pratiques pédagogiques et l'organisation scolaire ont davantage d'influence sur la réussite des élèves que les effectifs des classes.

Une étude récente de Walo Hutmacher va dans le même sens (1993). L'auteur, directeur du département de sociologie au ministère genevois de l'Instruction publique s'est intéressé aux variations des redoublements dans ce canton suisse entre 1975 et 1990.

Durant cette période, les effectifs scolarisés diminuent, les effectifs moyens par classe chutent assez sensiblement (de 25,5 enfants en moyenne par classe en 1972 à 18,8 enfants en moyenne en 1988), des maîtres de soutien sont attribués aux écoles. De sorte que l'auteur remarque « Le personnel enseignant et les locaux forment ensemble plus de 90 % des dépenses dans l'enseignement primaire, ce qui permet de dire que, sous l'effet de la diminution des effectifs par classe, la scolarisation primaire de chaque élève coûte aujourd'hui en moyenne 25 % plus cher qu'au milieu des années septante. » (p. 23).

Or il constate corrélativement une augmentation du redoublement des élèves. « Contrairement aux intentions politiques, l'échec scolaire n'a pas diminué dans l'enseignement primaire genevois au cours des quinze dernières années. De plus l'inégalité sociale apparaît plus forte aujourd'hui qu'au milieu des années septante. Enfin les hypothèses qui circulent le plus couramment dans les milieux scolaires pour expliquer l'échec relatif de la lutte contre l'échec scolaire ne se vérifient guère au plan d'ensemble. » (p. 25).

Nous avons dit précédemment que l'École et la société divergent quant aux valeurs dont l'une et l'autre sont porteuses. Mais un second divorce est aussi révélé qui porte sur les effectifs, les moyens et donc les coûts scolaires. L'École demande toujours davantage de moyens à une société qui se demande si les questions scolaires n'appellent pas des réponses d'un autre ordre, qui auraient à voir avec les pratiques et l'organisation notamment. Là où l'École par les syndicats d'enseignants dans le premier et le second degré, auxquels s'adjoignent les syndicats d'étudiants à l'université, aborde la question de l'amélioration de la réussite scolaire en terme de budget, la société politique commence à parler en termes de dispositifs et de méthodes d'action. L'École demande des moyens pour agir autrement et mieux. La société demande à l'École d'agir autrement pour qu'elle lui accorde plus de moyens.

Un ministre un jour posa à une assemblée de spécialistes en éducation la question suivante « Quels sont les conseils que vous me donneriez et qui ne me coûteraient rien? »

Les premiers sourires passés et les mines réprobatrices rentrées il fut suggéré, en premier lieu, d'interdire pour le collège tout devoir à la maison afin que les enseignants inscrivent ce temps de devoirs en classe pour mieux apprécier les difficultés de leurs élèves et moins pénaliser ceux qui n'ont aucune aide à la maison. La seconde proposition fut de supprimer la fonction de professeur principal telle qu'elle est généralement envisagée (en termes de comptable des résultats) pour lui substituer des rôles de référent qui seraient tenus par plusieurs professeurs de la classe pour des petits groupes d'élèves. Il fut proposé encore de faire exister autour du chef d'établissement, un collège de doyens des disci-